

Recommandations clés

La participation accrue des femmes à la population active, en particulier en tant qu'entrepreneurs, pourrait contribuer au développement du secteur privé et stimuler l'innovation et la croissance dans la région MENA. Une étude récente suggère que la réduction de l'écart entre les sexes dans la population active pourrait accroître le PIB de plus de 25 % par habitant dans les pays de la région MENA¹.

Ce rapport propose des recommandations pour l'action des différentes parties prenantes en vue de stimuler l'emploi et l'entrepreneuriat des femmes dans la région en améliorant la collecte des statistiques et des analyses sur les femmes entrepreneurs, en améliorant les services d'appui aux entreprises (SAE) pour les femmes, en renforçant leur accès au crédit et aux séries financières et en rendant les femmes plus conscientes des possibilités qui s'offrent à elles.

Ces recommandations ont été formulées par le Forum des femmes entrepreneurs OCDE-MENA. Elles prennent en compte non seulement les études et enquêtes incluses dans cette publication, mais aussi les principes adoptés par les ministres MENA dans la *Declaration on Fostering Women's Entrepreneurship in the MENA Region*, lors de la réunion ministérielle MENA-OCDE, ainsi que le « Plan d'action pour le renforcement de l'entrepreneuriat et l'emploi des femmes dans la région MENA » adopté lors de la réunion des ministres en 2009. Elles couvrent l'ensemble des 18 économies de la région MENA : l'Algérie, l'Arabie saoudite, l'Autorité palestinienne, le Bahreïn, Djibouti, l'Égypte, les Emirats arabes unis, l'Irak, la Jordanie, le Koweït, le Liban, la Libye, le Maroc, la Mauritanie, Oman, le Qatar, la Tunisie et le Yémen.

Collecte de données

Agences statistiques nationales

- Développer des ensembles de données plus complètes sur l'éducation et l'activité des femmes de la région MENA, et élaborer une stratégie de collecte de données afin de recueillir davantage d'informations dans ce domaine.
- Harmoniser les définitions des concepts clés, tels que les micro-, petites et moyennes entreprises, ainsi que les entreprises dirigées par des femmes.
- S'assurer que les questions de genre soient bien prises en compte dans la conception du Recensement des créations d'entreprise et/ou dans les enquêtes par sondage sur les PME effectuées par les bureaux nationaux de la statistique. S'assurer aussi que des données ventilées par sexe soient systématiquement répertoriées.
- Développer des systèmes pour fournir des données ventilées par sexe sur les bénéficiaires des programmes de soutien aux PME offerts par les agences nationales des PME.

Acteurs internationaux, y compris le FFE

- Réaliser des études approfondies de la croissance des entreprises détenues par des femmes en vue d'identifier les principaux obstacles à leur croissance, ainsi que les facteurs clés de leur succès.
- Mener des recherches et des analyses complémentaires sur les conséquences économiques des lois pouvant influencer sur la capacité des femmes à participer aux activités entrepreneuriales et commerciales dans leur pays et à l'international.
- Créer un centre d'information pour la collecte des études relatives à l'entrepreneuriat féminin dans la région MENA. Ce centre d'information pourra suivre l'évolution de la recherche et assurer une large diffusion des résultats de ces recherches, des bonnes pratiques et des modèles susceptibles d'être reproduits dans la région.

Services et informations d'appui aux entreprises

Prestataires de services d'appui aux entreprises (SAE)

- Mieux sensibiliser les femmes entrepreneurs à la disponibilité et à la valeur des SAE. Cela peut être fait par les actions suivantes :
 - faire des présentations dans les universités ou lors des réunions d'associations de femmes entrepreneurs
 - développer des partenariats avec des organisations de micro-crédit (lesquelles ont tendance à avoir une proportion plus large de femmes parmi leurs clients, mais ne fournissent pas de SAE)
 - utiliser les médias sociaux pour promouvoir les SAE
 - organiser des ateliers de sensibilisation (avec la participation de femmes entrepreneurs ayant réussi et pouvant partager leurs stratégies de développement de leur entreprise).
- Rendre la prestation de SAE plus accessible aux femmes en adaptant la formation et les SAE aux besoins des femmes entrepreneurs et en adoptant des approches plus flexibles pour les interventions de SAE. Il s'agit par exemple de :
 - élaborer des plans de formation sur mesure adaptés
 - moduler la formation pour qu'elle puisse être dispensée aux femmes entrepreneurs sur des durées plus courtes et à un moindre coût
 - intégrer des considérations de genre dans les matériaux de formation
 - développer une formation visant à améliorer le savoir-faire des femmes en matière de gestion des entreprises, de développement des produits et services et d'intégration de la technologie dans les opérations de l'entreprise
 - mettre à profit la technologie et les médias sociaux pour apporter un soutien aux femmes qui souhaitent gérer plus efficacement les horaires de travail et leurs obligations familiales en créant une entreprise à domicile

- faire intervenir des formateurs ayant eux-mêmes reçu une formation et possédant une expérience en matière de promotion et de soutien des petites entreprises et des femmes entrepreneurs, y compris une formation à la sensibilité au genre
- faire un effort pour atteindre les femmes des zones rurales.
- Fournir des opportunités de networking aux femmes pour améliorer leur accès à l'information et renforcer leurs échanges d'expériences. Des exemples d'actions spécifiques dans ce domaine sont :
 - créer des plateformes spécifiques pour que les femmes entrepreneurs puissent développer leur réseau, échanger des idées et renforcer leurs relations d'affaires
 - se servir de ces plateformes pour mettre en commun les moyens et les ressources.
- Intégrer des liens vers le financement dans l'information et l'assistance fournies par les SAE. Il faudrait ainsi :
 - fournir des informations sur les différents types et sources de financement dans le cadre des SAE
 - aider les femmes à identifier les sources appropriées de financement pour transformer leurs idées en véritables entreprises
 - aider les femmes dans leur demande de prêt (par ex. en les mettant en contact avec des opportunités de financement, en les aidant à préparer leur dossier de demande de financement, en les accompagnant à la banque).
 - développer un système d'établissement de rapports réguliers sur le pourcentage de femmes dans la base de clients des différents organismes de SAE afin d'améliorer la performance dans ce domaine.

Incubateurs d'entreprises

- Adopter une approche plus volontariste de la promotion des services d'incubation auprès des femmes en faisant des présentations à des groupes et des associations de femmes et dans les collectivités locales.
- Renforcer les liens avec les prestataires de SAE qui répondent aux besoins des entreprises de femmes en vue d'identifier un vivier de projets portés par des femmes qui soient prêts pour l'incubation, aient un potentiel de forte croissance, et soient en mesure de satisfaire aux critères d'admission des incubateurs.
- Encourager les incubateurs financés par l'Etat à participer à la formation infoDev sur les questions de genre s'adressant aux gérants d'incubateurs, et plus largement au Programme infoDev sur l'entrepreneuriat féminin qui vise à intégrer dans l'incubation et le soutien aux entreprises une approche sensible au genre, notamment par l'établissement de rapports basés sur des données clients ventilées par sexe.

Incubateurs d'entreprises de femmes (IEF)

- Explorer les besoins des financement des IEF existants pour permettre leur expansion et établir de nouveaux IEF dans d'autres parties de la région (avec le soutien des gouvernements et des bailleurs).
- Inclure un volet pré-incubation dans les services des pépinières, basé sur la bonne pratique des incubateurs AFEM au Maroc, afin de développer un vivier de projets prêts à rejoindre les incubateurs.
- Promouvoir le partage des bonnes pratiques régionales existantes en matière de fourniture de services d'incubation aux femmes entrepreneurs en :
 - organisant un atelier régional pour discuter des expériences de développement et de fonctionnement d'incubateurs spécialement destinés aux femmes
 - utilisant des exemples comme ceux de l'Égypte et du Maroc
 - invitant d'autres experts internationaux dans le but de stimuler l'intérêt pour l'expansion du concept d'IEF plus largement dans l'ensemble de la région MENA.
- Former un réseau d'IEF basés dans la région MENA et renforcer leurs liens avec le programme infoDev dans le but de partager les bonnes pratiques internationales et rechercher éventuellement des subventions pour les programmes IEF régionaux.

Gouvernements, organisations internationales, bailleurs

- Promouvoir le partage des bonnes pratiques régionales existantes en matière de fourniture de SAE et de services d'incubation aux femmes entrepreneurs.
- Améliorer la durabilité et le financement des programmes de SAE, y compris éventuellement en créant un « Fonds Femmes entrepreneurs » MENA qui investirait dans le développement d'entreprises et de projets portés par des femmes.
- Créer plus d'opportunités de visibilité pour les femmes entrepreneurs en :
 - renforçant les opportunités que les femmes entrepreneurs ont de développer un réseau et d'apprendre des leçons d'autres femmes entrepreneurs ayant réussi dans la région ou ailleurs dans le monde.
 - Créant et/ou renforçant les forums de femmes entrepreneurs qui réunissent des femmes de tous les secteurs de l'économie, y compris des femmes chefs de micro-entreprises, en vue de coordonner leur action, d'établir des liens entre elles et rassembler des femmes entrepreneurs de façon à ce qu'elles puissent partager leurs expériences, bâtir des coalitions d'entreprises et plaider pour l'adoption de lois et réglementations qui soutiennent l'entrepreneuriat en général et l'accès des femmes aux services et ressources d'appui nécessaires en particulier.

- Mettre en œuvre des politiques publiques et des mesures en soutien à la création d'un environnement propice à l'entrepreneuriat féminin par :
 - le développement de politiques publiques claires d'appui à l'entrepreneuriat féminin
 - la mise en œuvre d'un dialogue national et d'ateliers sur la question de l'entrepreneuriat féminin, qui impliquent les secteurs public et privé et la société civile
 - la mise en œuvre de lois et réglementations qui intègrent plus efficacement les femmes entrepreneurs dans le système du marché et fournissent aux femmes des incitations à se lancer dans une activité entrepreneuriale
 - la garantie d'une représentation accrue des femmes aux postes de décideurs politiques et dans le dialogue sur les politiques publiques
 - la mise en place d'une formation à l'entrepreneuriat dans les écoles et les universités
 - la mise en œuvre d'un système de collecte de données et de statistiques sur les femmes dans les MPME et de suivi des politiques publiques à l'appui de l'entrepreneuriat féminin
 - la création de fonds dédiés à l'appui du développement de l'entrepreneuriat des femmes et de leurs entreprises.

Accès aux services de crédit et de financement

Banques et agences spécialisées

- Améliorer les flux d'information destinés aux entreprises dirigées par des femmes et aux femmes entrepreneurs talentueuses afin de mieux faire connaître la gamme d'options de financement bancaire existantes et les conditions de leur obtention. L'accent doit être mis sur les critères clés de l'obtention d'un prêt.
- Créer des kits innovants de préparation au crédit bancaire adaptés aux spécificités des entreprises dirigées par des femmes et incluant les options de crédit et autres services non liés au crédit (services de conseil ayant pour objectif de promouvoir la connaissance des critères d'éligibilité aux prêts).
- Explorer les possibilités de développer des régimes de garantie créatifs, tels que les registres de garantie et des dispositifs de garantie de crédit.
- Adopter des stratégies, telles que la « gamification », pouvant contribuer à développer une relation de long terme entre les banques et les femmes entrepreneurs, en récompensant la diligence des banques envers leurs clients et en créant des incitations à l'établissement de partenariats à plus long terme.
- Participer aux événements de promotion, concours et programmes de formation à la « préparation à la banque », auxquels les banquiers peuvent également participer lors de sessions de jeux de rôle interactifs avec des PME.

Union des banques arabes (UAB), gouvernements MENA

- Parrainer le développement et le renforcement des capacités, ainsi que la formation de la « préparation à la banque », en coopération avec les membres de l'UAB et les institutions financières partenaires.
- Améliorer l'accès des femmes entrepreneurs au financement en :
 - développant des produits de financement/instruments spéciaux pour les femmes entrepreneurs
 - renforçant tous les services financiers existants pour améliorer l'accès des femmes à ces services (par ex. garanties de prêts, capital-risque, formation financière, et mentorat et coaching visant à faciliter l'accès au financement).
- Renforcer la collecte des données pour permettre aux banques de concevoir et de mettre en œuvre des stratégies destinées à attirer et à cibler les femmes entrepreneurs dans le secteur des PME.
- Promouvoir les bonnes pratiques internationales en matière de développement de l'accès aux produits et services financiers pour répondre aux besoins de financement des femmes entrepreneurs et à la stratégie de croissance des banques.
- Etudier, avec les banques et les associations de femmes d'affaires, la viabilité des dispositifs de garantie comme moyen de faciliter l'accès des femmes entrepreneurs au financement.
- Elaborer des programmes de formation à la sensibilité à la question du genre à destination des banques et des programmes d'éducation financière pour les femmes.
- Sensibiliser à l'importance des calculs de risque dans les processus décisionnels des banques et à la nécessité d'inclure dans les plans d'affaires des états financiers détaillés comprenant des projections à court et moyen termes et les points de référence clés.

Forum des femmes entrepreneurs OCDE-MENA

- Elaborer une boîte à outils financiers destinés aux femmes entrepreneurs et aux associations de femmes d'affaires, qui soient adaptés à leurs besoins et classés par taille d'entreprise, situation géographique et/ou stade du développement de l'entreprise.
- Mettre en commun des guides similaires existants dans la région MENA sur une plateforme commune pour faciliter le partage d'informations et identifier les meilleures pratiques pour différents segments des femmes entrepreneurs.

Prochaines étapes pour le FFE

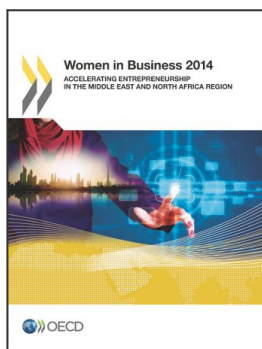
Sur la base des informations réunies pour cette publication, et des recommandations de *Women in Business: Policies to Support Women's Entrepreneurship Development in the MENA Region* (2012) qu'il reste à mettre en œuvre, le FFE OCDE-MENA a identifié plusieurs priorités pour son travail futur, en particulier :

- le développement d'une boîte à outils financiers pour aider les femmes à se préparer à leurs contacts avec la banque
- une analyse du leadership féminin dans le secteur des entreprises et, éventuellement,
- une analyse du potentiel des technologies de l'information et de la communication (TIC) pour l'emploi et l'entrepreneuriat féminins.

Ce travail sera mené avec les membres du FFE, en particulier avec le soutien de ses task forces nationales, qui participeront à la collecte d'informations et aux efforts de sensibilisation menés. L'OCDE continuera d'aider le FFE dans ses efforts pour renforcer le dialogue entre représentants des gouvernements, du secteur privé et des autres parties prenantes dans la région MENA et les pays membres.

Notes

1. *Empowering the Third Billion : Women and the World of Work in 2012*, Booz, Allen Hamilton.



Extrait de :

Women in Business 2014

Accelerating Entrepreneurship in the Middle East and North Africa Region

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/9789264213944-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2014), « Recommandations clés », dans *Women in Business 2014 : Accelerating Entrepreneurship in the Middle East and North Africa Region*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/9789264227521-4-fr>

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :

<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.